-SOLLICITUDE SUPERFLUE POUR L'AUTRICHE.-

Les journaux français - et principalement le TEMPS depuis quelques semaines - témoignent de la plus vive sollicitude pour l'existence économique de l'Autriche et étudient à l'envi les moyens de lui venir en aide. La diplomatie voit la débâcle économique et financière de l'Autriche, mais ne cherche pas à se rendre compte si la faute n'en est pas à l'Autriche et à ses habitants. Si l'on voulait examiner sérieusement les choses, on arriverait à la conclusion que l'Autriche peut très bien exister, de même que prospère la Suisse qui n'a pas non plus de charbon et ne possède pas autant de sol cultivable que l'Autriche. Si elle est florissante, c'est qu'elle a une population laborieuse, modeste et économe qui lutte avec la nature pour s'assurer une vie prospère. L'Autriche telle qu'elle se trouve réduite aujourd'hui, se berçait aux temps de la Monarchie austro-hongroise de l'espoir de centraliser en elle les produits du travail des autres pays et de l'activité de ses habitants. L'Autriche actuelle est puissante au point de vue financier. La Haute Finance a son siège établi à Vienne. Tous les Etats successeurs sont tributaires de ces magnats de la finance qui, en leur qualité d'actionnaires de la plupart des entreprises industrielles en Tchéco-Slovaquie, Hongrie, Yougoslavie et Galicie, recueillent sous forme de dividendes le fruit du travail de ces divers pays.

Les Capitalistes Autrichiens ont leur argent placé dans les Etats de succession et retirent les intérêts des meilleurs papiers; les Banques de Vienne ont dans ces mêmes états leurs succursales les plus productives. A ce point de vue; l'Autriche est le plus fort de tous les Etats de succession. L'Autriche et Vienne ont, pendant la guerre, concentré chez elles une masse énorme de fournitures de guerre et conservé une grande quantité de matériel de guerre: automobiles entassées alors par dizaine de mille dans la Rotonde, matériel de chemins de fer, armes.

Où est passé tout cela depuis l'Armistice ? Comment a-t-on administré toutes ces choses, ou plutôt comment a-t-on administré toutes ces choses ?

La Tchéco-Slovaquie, depuis le Cous d'Etat n'a pas imprimé un seul billet de Banque pour lequel n'existait pas de couverture en banque; par des mesures de rigueur elle a diminué de 2 milliards et demi la circulation fiduciaire, elle a couvert ses dépenses par des impôts et une petite mesure par des emprunts.

L'Autriche au contraire, a, pour couvrir les dépenses de l'Etat, imprimé billets de banque sur billets de banque, comme si elle était prise de folie, si bien qu'elle a aujourd'hui une circulation fiduciaire de 40 milliards (La Tchéco-Slovaquie n'atteint pas même le chiffre de 10 Milliards) Avec une légèreté surprenante elle a administré ses finances et les volontairement amenées à la banqueroute en criant qu'elle voulait être reunie à l'Allemagne.

Vienne et l'Autriche actuelle étaient les parasites des autres pays de la Monarchie et du nôtre tout spécialement; elles suçaient notre sang, et avaient organisé le système des contributions de telle manière que, pour diminuer les impôts,

.....

Digital Image, 2009. The Ida M. Tarbell Collection, 1890-1944, Allegheny College Pelletier Library

il était avantageux pour les Sociétés Anonymes d'avoir leur siège social à Vienne, qui souffrait en quelque sorte d'une hypertrophie financière. Aujourd'hui ce parasitisme a pris fin, par suite de ce fait que l'Agriculture de l'Autriche est bien inférieure à la nôtre, et que ce pays a été le point de concentration de gens habitués à une vie facile et non au travail intensif. L'intendant chaque habitant doit pourvoir lui-même à son subsistance et... c'est ce qu'il ne veut pas. Il ne veut pas travailler dur, féconder par son travail les vastes plaines en hachère du Marchfeld, cesser de vivre en parasit, évacuer Vienne, cet hydrocéphale de l'Autriche, et s'en aller à la campagne, travailler, travailler et économiser. Au lieu de cela, il joue à la Bourse, spécule sur le change, se vend corps et âme, afin de continuer sa vie facile, de s'enrichir sans peine, par le hasard et non par le travail. Que les diplomates occidentaux lisent le livre du Dr. HAINISCH Président actuel de l'Autriche "Die Zukunft der Deutschösterreicher" (L'Avenir des Allemands d'Autriche) Ière et IIe édition, et ils y verront clairement où se trouve la cause de la banqueroute autrichienne.

A force de crier et de mendier en même temps, les Autrichiens ont su persuader même ceux qui nous ont donné la liberté, et débarrassé de ces parasites qui après avoir sucé notre sang ne pensent plus qu'à se faire aider par nous. Nous souffrons de voir qu'en France, dans ce pays qui nous est si cher, on cherche le moyen de nous replacer sous le joug de la Haute Finance viennoise afin que nous lui apportions le nouveau le fruit de notre travail. Que la France veuille bien se souvenir d'une seule chose: quand elle fut vaincue par l'Allemagne, la France paya sa contribution de 5 milliards si vite que l'Allemagne fut inondée de capitaux. Vienne prit sa part, elle aussi, de cet"âge d'or". Elle s'enrichit par la fondation de Sociétés Anonymes, dont le capital n'existait que sur le papier; tous les habitants de la capitale spéculèrent follement à découvert et sur des entreprises fictives, tant et si bien que tout aboutit au fameux Krach de 1873. Et ce qui contribua le plus à ce résultat ce fut la joie pour la défaite de la France et l'espoir de voir se réaliser un jour la Grande Allemagne.

C'est nous qui vous avons tout payé. Vienne a étranglé nos entreprises, elle n'a pas autorisé nos Sociétés par actions, elle a attiré tout à soi. L'intendant elle est battue, mais comme après la guerre de 1870, elle joue à la Bourse - des élèves de lycée jusqu'au millionnaire - elle fabrique billets de banque sur billets de banque, elle fuit le dur travail et nos amis les français imaginent des plans pour lesquels c'est nous de nouveau qui devront payer. Du fond du coeur nous supplions tous nos amis de France de bien vouloir étudier la question plus exactement et ils se convaincront que vouloir nous rejeter d'une façon ou de l'autre dans les bras de cette Dalila - ainsi que notre poète Mac'har appelle Vienne dans une de ses oeuvres - ce serait nous reprendre la liberté qu'ils nous ont donnée.

Digital Image 2009. Theda M. Tarbell Collection, 1890-1944. Allegheny College Pelletier Library

ECONOMIC CHAOS IN CENTRAL EUROPE.

Due to the newly created States of Central Europe, the whole economic structure, which had built up pains-takingly through approximately a hundred years of peace and industrialism - with the exception of wars which might be termed local wars - the whole economic structure of Central Europe has been destroyed by the World War, involving all the countries of Europe; and it has been made worse by the creation of a large number of new political states, all of which are economically weak and which refuse to let trade and commerce resume the normal channels which they had prior to the war. Many of these newly created states, in attempting to organize their national life, are following the short-sighted policy of venting their spite and hatred against their neighbors. The result is that economic chaos in South-Central Europe exists.

Take the question of transportation for example. The Treaty of St. Germain provides that the rolling stock of the former Austro-Hungarian Empire shall be allocated among the states which have been formed through the dismemberment of the former Empire on the basis of milage and density of traffic. This requires a large amount of statistical matter to be gathered. A commission, known as the Repartition Commission, has been created, under the presidency of Sir Francis Dent, to allocate the rolling stock among the Cessionary States; but it will take some months to complete this work. Another commission, known as the Commission for the Circulation of Rolling Stock, under the presidency of Monsieur Laverve, has been created to facilitate the exchange of wagons at frontiers. Both of these commissions has representatives from each of the interested states. Notwithstanding the efforts of these two commissions to straighten out and improve the transport situation, such a lack of confidence exists in all of these states that, take Roumania and Hungary for example, neither state will pass a freight wagon into the territory of its neighbor until a wagon has been given in exchange for the wagon released. This means that it takes an ordinary car containing freight from six to eight weeks to go from Vienna to Bucharest, whereas before the war the normal time was nine days.

The transport situation is symptomatic of other economic elements in Southeastern Europe. The same conditions in regard to the railway transportation obtains in regard to the Danube River transportation, which is one of the vital arteries of Southeastern Europe. Slowly but surely the broader minded statesmen in all of these countries are realizing that in some manner they will have to curb the chauvanistic nationalism of their people and adopt a policy of "live and let live." But in this time of distrust and suspicion no responsible statesman or politician dares propose or suggest a general get-together movement for the solution of these problems. The reason that they do not dare bring this question up is because they fear the reestablishment of a Danubian federation, which the newly created states say is only a re-creation of the former Austro-Hungarian Empire in a new guise. At the same time, Italy would bitterly oppose the formation of such a federation, as it is to her political interest - or at least she so considers it - not to let a strong state rise from the dismemberment of the former Empire. All of these newly created states are jealous of their sovereign rights, and wish to be treated with all the dignity and equality of free and independent states in the family of nations.

By reason of his detached position as American Unofficial Representative on the Austrian Section of the Reparation Commission, Colonel C. B. Smith, who is on the Austrian Section principally as an observer to keep the United States Government informed of how their

Digital Image, 2009. The Ida M. Tarbell Collection, 1890-1944, Allegheny College Pelletier Library

late associates in the war are carrying out the St.Germain treaty, took advantage of his detached position to suggest to his colleagues on the Austrian section of the armistice commission - on which section Poland, Czecho-Slovakia, Rumania, Jugo-Slavia, and Greece, as well as Great Britain, France, and Italy, are represented, that much research good could be done to improve the economic situation if these states would get the business interests of their respective states together in an economic conference to discuss questions of mutual economic interest, questions which effect their mutual welfare, such as transportation. The idea back of the economic conference was that if representatives of the departments of commerce, transportation, and communication, of the various governments, along with business men, representatives of industries and trade, got together around a table and the discussions were limited to purely economic questions, that they would find that it would be to their mutual interests to work out workable plans for improving conditions generally.

Take the railway situation for example. It was Col. Smith's idea that if all of the interested states would enter into a general railway convention, looking to return to the state of origin wagons without regard to the ultimate repartition or allocation of them as now, the transportation situation would be vastly improved by immediately putting into circulation all of the railway wagons in all of the interested states which are now being held up on sidings by reason of the difficulties that exist between these states.

Similarly, the question of interstate tariffs as effecting the shipment of merchandise would be dealt with; and in this way speedy results might be obtained and bring about a general improvement of economic conditions.

This idea, as formulated, was readily accepted by the Austrian section and has been submitted to the various interested governments, including Austria and Hungary, which would participate in the economic conference. The idea has been favorably received by a number of interested states, though not all; and the Austrian section has invited all of the interested states to a preliminary conference to be held in Vienna on January 24th to work out a program of this conference and to fix the time and place of holding the Economic Conference.

The United States will not be represented even unofficially at this conference, as it will follow the traditional American policy of non-participation in European affairs; but this conference, if held, and the results which it is hoped for, will do much to improve the economic life of interested Europe and to bring about that restoration of confidence which is so essential if the economic life is to be restored. No one expects an American could have made this suggestion, and if the conference is held and good results obtained, it will indirectly be of great benefit to the United States, as the building up of the economic life of Europe is essential if in the future the United States is to be able to carry on normal trade and commerce with Europe.

Digital Image, 2009. The Ida M. Tarbell Collection, 1890-1944, Allegheny College Pelletier Library